REPÈRES
d'histoire sociale en Midi-Pyrénées

Bulletin trimestriel de l'Institut Régional CGT d'Histoire Sociale de Midi-Pyrénées

n° 73
avril 2024

les 40 ans de l'IRHS
on les fête le 7 juin

sur le thème : La CGT, le sport, les J.O. ...

irhs Midi-Pyrénées
7, place du Fer à Cheval - 31300 TOULOUSE
Email : irhs.mp@orange.fr - Web : irhs-midi-pyrenees.com
Directeur de publication : Alain Raynal
Conception, réalisation et impression : Comité Régional CGT Occitanie
Numéro CPPAP : 0424 G 93025

Prix : 5 €

Sommaire

Edito ..... page 3

La CGT, le sport et les Jeux Olympiques
Les cheminots et le sport à Toulouse : toute une histoire.. page 4

Portrait d'un militant
Marcel Montaubrie :
Une vie au service du sport travailliste. ..... page 8

Toulouse, Tarbes, Montauban...
Puissantes ripostes unitaires
aux émeutes fascistes de février 1934 ..... page 10

La vie de nos instituts : ITHS du Tarn
Enquête d'archives
sur les luttes du textile dans le Tarn ..... page 13

La vie de nos instituts : l'IRHS Midi-Pyrénées
Activités et archives au menu de l'AG 2024 ..... page 14

Bulletin d'adhésion 2024

Institut Régional CGT d'histoire sociale Midi-Pyrénées

Adhésion individuelle

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
Code postal ..... Ville .....
Adresse mail :.....@.....

Adhésion collective (Syndicats, Collectivités, Organisations...)

Organisation.....
Adresse.....
Code postal ..... Ville .....
Adresse mail :.....@.....

❒ **J'adhère à l'Institut Régional CGT d'Histoire Sociale Midi-Pyrénées et je m'abonne à la revue trimestriel de l'Institut Régional**
(prix de l'abonnement compris dans la cotisation)

Individuel .....27 € Soutien* .....50 € (ou plus)
Collectif .....55 € Soutien* .....100 € (ou plus)

❒ **Je m'abonne seulement à la revue trimestriel de l'Institut Régional**: 15 €

❒ **Je m'abonne au cahiers de l'Institut National**: 18 €
(à rajouter au tarif d'adhésion Individuel ou Collectif sans soutien
ou à l'abonnement seul au bulletin trimestriel de l'Institut Régional)

Renvoyer ce bulletin à :
Institut Régional CGT d'Histoire Sociale Midi-Pyrénées
7, place du Fer à Cheval • 31300 TOULOUSE
Accompagné du règlement (annuel) à l'ordre de :
IRHS-CGT Midi-Pyrénées

édito

Ne laissons pas la gomme au temps !

L'acte de naissance de l'IRHS Midi-Pyrénées est daté du 24 janvier 1984. Si les législateurs de 1901 avaient fixé la durée de vie maximum des associations à 99 ans, rares sont celles qui dépassent les trente ans, et même un très grand nombre disparaît sans atteindre les 5 ans d'activité.

Alors oui, 40 ans ça n'est pas rien et ça se fête ! Pour que cette longévité soit permise, il faut, au delà des femmes et des hommes qui la portent, avoir un ciment commun composé de liants solides qui traversent les années et donnent toujours envie de poursuivre. L'un de ceux-là, ancré presque inconsciemment dans notre fonctionnement, est ce but permanent de rechercher, sauvegarder et mettre en évidence l'activité et le combat humain au service du progrès social. Sans les différents IHS CGT, ce serait laisser disparaître une grande partie de ces traces en même temps que la disparition de leur créatrices et créateurs. Ce serait laisser la jeunesse repartir toujours à zéro sans pouvoir s'appuyer sur les expériences antérieures. Ce serait laisser la gomme au temps. Ce serait aussi laisser la place à nos adversaires pour qu'ils réécrivent notre histoire sans que nous puissions les contester.

Alors oui, 40 ans c'est beau et ensemble nous poursuivrons avec la même envie, la même rigueur pour faire connaître l'histoire sociale. Cette histoire sociale riche, très variée, avec des femmes et des hommes évoluant dans des milieux parfois inattendus. C'est le cas pour le thème choisi pour souffler nos 40 bougies : le sport ! Et plus précisément : la CGT, le sport et les JO. En plus de nos 40 ans, 2024 est une année olympique... en France. Ce que vous allez lire dans les pages de ce Repères, c'est le rôle qu'a tenu la CGT, et par exemple celui des cheminots, pour promouvoir le sport dans le monde du travail.

Ce long combat associatif pour le sport mené par la CGT depuis plus d'un siècle a vu se développer dans le même temps d'étroite relation entre l'Organisation Internationale du Travail et le Comité International Olympique. Il est donc bien naturel que le 7 juin nous fêtions cela à la Bourse du Travail de Toulouse avec la participation de **Frédéric Moncassin** *(ex-cycliste professionnel sur route, sélectionneur de l'équipe nationale)*, **Céline Machado** *(membre de la direction fédérale FSGT)*, **Bernard Thibault** *(ex-membre du Conseil d'Administration de l'OIT, membre du Comité d'Organisation des JOP Paris 2024 et porteur de la Charte Sociale Olympique*), et plein d'autres surprises lors de cette journée où nous vous y attendons.

Philippe Leclerc,
Président de l'IRHS CGT Midi-Pyréénes

Les cheminots et le sport à Toulouse : toute une histoire

Dans quelques semaines s'ouvriront les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris. Alors que les confrontations guerrières, les massacres de civils, les inégalités sociales et les catastrophes climatiques menacent le genre humain, ces grandes compétitions sportives internationales, souhaitons que s'élèvent haut des voix de paix. Nous l'espérons !

Nous avons choisi de placer l'anniversaire des 40 ans de l'IRHS Midi-Pyrénées et la journée régionale du 7 juin sous le thème : « La CGT, le sport et les Jeux Olympiques ». (Voir le programme et les invités page 7)

Dans les entreprises, la CGT a toujours veillé à « favoriser, tant pour les salariés que les citoyens, les pratiques sportives en tant que facteur de brassage des différentes populations par le biais du mouvement sportif associatif ». Le sport, source d'émancipation et le progrès social devant aller de pair.

Les cheminots CGT de Toulouse ont, avec leur Institut d'histoire sociale, déjà engagé un travail approfondi de documentation et d'écriture sur la riche aventure du sport travailliste. Nous publions ci-après une partie des articles consacrés à l'histoire du sport cheminot à Toulouse qui débuta au milieu des années 1920.

Nous savons que vers 1910, un club omnisport dénommé AS Marengo existe à Toulouse. Il est constitué de jeunes de moins de 20 ans, groupant en son sein de jeunes sportifs de qualité des quartiers Marengo, Colonne, Juncasse, Chaumière.
On trouve également ce texte « *guerrier* » dans l'hebdomadaire « *Rugby* » daté du 14 octobre 1916 : « *MM. Les dirigeants, encouragez la course à pied ; vous resterez fidèle au sport et vous servirez la noble cause : Celle de donner à notre Patrie, à la France, des « Marie-Louise » jeunes petits soldats mais bien préparés et déjà entraînés avant leur incorporation, infiniment supérieurs à leurs camarades, ayant dans un comice quelconque fait des ½ tours à D. et des ½ à G.* »

Au début de 1917, s'opère un regroupement. Des gosses du quartier s'amusent sur le plateau de la Colonne, et décident de reconstituer « *l'Avenir Sportif Marengo* ». A leur tête, des dirigeants mobilisés à l'Arsenal : Dubois, Pujol, Serres.
L'AS Marengo prend de l'ampleur et s'impose à l'attention des sportifs pyrénéens. Ayant son quartier général au café Faget (c'est le lieu où se réunissaient les cheminots grévistes pendant la grève de 1910) l'Avenir descend au boulevard de Strasbourg, au café le Gaulois. Plus tard, il s'installe au café Morin dont le propriétaire est un ancien Champion de France scolaire en cross avec le lycée Berthelot.

En 1920, l'AS Marengo fusionne avec le Sport Olympien Toulousain. Sous l'impulsion de ses dirigeants, le Sport Olympien Marengo prit une rapide extension. Il édifia un stade coquet, aux installations simples mais pratiques au croisement des routes de Lavaur et de Périole : le stade Maure-Antony-Ferrer.
Nous trouvons également trace d'un club omnisport appelé « *l'Union sportive des cheminots du midi* ». La date de naissance est assez difficile à préciser étant donné que même les clubs de Bordeaux et de Tarbes en particulier portent le même nom. Dans un article du 12 juin 1923 il est noté que l'US Cheminots est représenté au concours fédéral de Castelsarrasin avec l'escrime, le tir et remporte le 1er prix.

Au cours de l'assemblée du 20 novembre 1926, les comités de l'Union Sportive des cheminots du Midi et du Sport Olympien Marengo, après avoir pris respectivement acte des décisions de leurs membres actifs et honoraires au sujet de la fusion des deux regroupements, prennent en commun les directives suivantes :

1- le nouveau club issu de la fusion prendra à la date du 23 novembre 1926 le nom de Toulouse Marengo Sports ;
2- la société aura son siège au café Morin, 26 Boulevard de Strasbourg à Toulouse ;
3- le terrain de jeu sera celui du SO Marengo, route de Lavaur ;
4- les couleurs seront : maillots bleus cerclés de rouge, écussonnés de noir et blanc avec col rouge néo-zélandais...

La conclusion est optimiste : « *Le nouveau club ne pourra grouper dans son sein que des camarades sincères pratiquant le sport par saine distraction et animés*

A noter : Guy Larrieu, ancien Vice-président de l'Union Sport des Cheminots de Toulouse a rédigé une contribution détaillée sur l'histoire du sport travailliste à la SNCF. Nous la publierons sur notre site web

Le groupe basket de l'ASCT. 1938. Tous sont fils de cheminots. *(Photo IHS Cheminot)*

du ferme désir d'être dignes du nouveau fanion qui abrite dans ses plis les exploits modestes mais glorieux des cheminots et des Marengotins. »
Il faut noter que l'union est impulsée par les sections rugby.

Les années 1934-1935 constituent une période clé dans l'évolution du club. L'organisation « *éducation physique* » éclate avec la formation des sections sportives comprenant des directeurs et des bureaux. Le comité directeur réunit des responsables sportifs des diverses disciplines avec une représentation pour les retraités et pour la section rugby.

1936 et l'éclosion des clubs cheminots travaillistes.

De nombreux et importants événements parsèment l'année 1936 qu'il serait trop long d'évoquer ici. Nous nous en tiendrons à la création et au développement du sport ouvrier chez les cheminots, d'abord dans la région parisienne, ensuite dans tous les réseaux de chemin de fer. L'unité syndicale déjà opérée en 1934 est immédiatement suivie par l'unité sportive ouvrière entre la Fédération sportive du travail, tendance communiste et l'Union des sociétés sportives et gymniques du travail, tendance socialiste, pour créer la Fédération Sportive et Gymnique du travail (FSGT).
Nous venons de voir qu'il existe à Toulouse qu'un club cheminot, qualifié de « *patronal* » ou « *bourgeois* » selon l'expression de l'époque : le Toulouse Club Marengo Sport (TCMS).

Le 15 avril 1936, dans « *La Tribune des Cheminots* » paraît un article intitulé « *Pour un puissant mouvement des jeunes* » avec comme objectifs : « *organisation de loisirs et sport, vins d'adieu à l'occasion du départ de la classe, voyages collectifs, séjours dans les auberges de jeunesse, créer où cela est possible, des clubs affiliés à la FSGT pour organiser des épreuves populaires, populariser celles qui existent tel le grand prix de l'orphelinat…* »
A l'issue de la réunion du 20 octobre 1936, l'union des clubs de cheminots adhérents à la FSGT est créée. C'est le feu-vert donné au développement sur la France entière du sport travailliste chez les cheminots.

A Toulouse, la FSGT est déjà fortement implantée. Le vendredi 21 mai 1937, le syndicat des cheminots de Toulouse invite tous les cheminots et leur famille à une réunion au 2 ter rue de l'écluse Matabiau, siège du syndicat CGT, avec cet ordre du jour « *Formation d'un comité de loisirs* ». L'association sportive des cheminots de Toulouse (FSGT) est créée avec comme objectifs : « *Suivant les directives de la CGT et du ministère des sports, le syndicat des cheminots de Toulouse a créé sous la dénomination ASCT (Association sportive des cheminots de Toulouse), un club de loisirs dont le but est de développer des liens de camaraderie et de fraternité entre les cheminots et leur famille.* »
Plusieurs sections sont effectivement engagées : le tourisme, la culture physique, la natation, les boules, l'harmonie, et rapidement le ski et le basket. De nombreux responsables syndicaux, tel André Séguy (le père de Georges Séguy futur secrétaire général de la CGT), ont apporté une aide précieuse et permanente au développement de toutes les activités.
L'ASCT de Toulouse s'éteint début 1940 à la suite de l'arrestation et l'internement de la grande majorité de ses responsables. Le club disparaît ainsi. Dans le comité régional du Midi, les clubs modifient leurs noms, par exemple l'Etoile Rouge devient Etoile sportive…

Vers 1974, toujours sous l'égide de la FSGT, naît l'Union sportive des cheminots de Toulouse (USCT) avec de nombreuses disciplines (lire par ailleurs l'article de Guy Larrieu). En 1984 c'est la dissolution de l'USCT et la création de la section Sports pour tous au sein du TCMS devenu le Toulouse Cheminot Marengo Sport.
Le TCMS a fêté ses 90 ans en 2017. Robert Gleizes en assurait la présidence de 2003 à 2017.
Grâce à des installations sportives de qualité, 25 sections œuvrent chaque jour pour que les 2 237 adhérents dont 466 cheminots et ayants droits puissent exercer leur activité favorite dans les meilleures conditions possible.
Aujourd'hui, le TCMS recense : neuf écoles de sports pour 666 jeunes de moins de 18 ans ; une équipe de rugby féminin à XV (40 licenciées) championne de France en Fédérale 2 au sein de la FFR ; plusieurs champions et championnes dans les compétitions régionales ou départementales.

Daniel Auberger
Ancien dirigeant CGT Cheminot.
Membre de l'IHS Cheminot)

Remerciements à Guy Herbreteau et Robert Gleizes pour leur aide dans cette rédaction qui n'existerait pas sans les recherches, les notes et documents divers accumulés par Marcel Montaubrie.

Marcel Montaubrie

Une vie au service du sport travailliste.

Cantonnier puis employé à la SNCF, syndicaliste CGT et communiste, militant de la Fédération Sportive et Gymnique du Travail (FSGT), Marcel Montaubrie s'est engagé tout au long de sa vie en faveur du sport amateur et travailliste. Un cheminot porteur des valeurs de paix, de liberté et d'amitié entre les peuples.

Lors de la remise de la Légion d'honneur en 2006 *(Photo IHS Cheminot)*

Marcel Montaubrie naît le 20 mars 1921 dans le quartier du faubourg Bonnefoy à Toulouse. Très jeune, il se passionne pour la pratique du basket.

En 1933, il prend sa licence au club de quartier l'Etoile rouge de Toulouse créé, semble-t-il, pour contrebalancer l'influence des clubs patronaux ou de l'église.

En 1937, il s'inscrit au nouveau club qui vient d'être créé par le syndicat CGT des cheminots : l'Association Sportive des Cheminots de Toulouse (ASCT). La section Basket de ce club a remporté plusieurs titres régionaux FSGT, dont le titre national « Cheminots FSGT » en 1938, le Tournoi de l'Orphelinat à Avernes... Dans ses souvenirs, Marcel souligne l'inoubliable séjour à Schiltigheim et Bergheim en Alsace et l'accueil de leurs camarades lors des tournois de basket organisés sous l'égide des syndicats CGT.

L'ASCT disparaît début 1940 par suite de l'arrestation et l'emprisonnement de la grande majorité de ses responsables par les autorités de Vichy. A la Libération, l'activité sportive reprend au Toulouse Marengo Sports (TCMS) nouvellement affilié à la FSGT.

Incorporé en 1942 dans les quartiers de jeunesse à Castillon dans l'Ariège et libéré en juillet 1943, Marcel Montaubrie intègre alors la SNCF comme cantonnier auxiliaire, avant d'accéder très vite au service de gestion du personnel du district Voie et Bâtiment. L'avantage de cet emploi lui permet de prévenir à l'avance les jeunes cheminots requis pour le Service du Travail Obligatoire (STO) en Allemagne. Ce furent ses premiers actes de résistance face à l'occupant.

Marcel adhère le 19 août 1944 à la CGT au moment même où les cheminots déclenchent la grève insurrectionnelle afin de libérer les installations ferroviaires des griffes nazies. Ce même jour, il s'engage avec de nombreux jeunes au groupe de Bonnefoy et participe à la libération de la gare Matabiau au côté de Georges Malgouyres[1]. Le groupe Bonnefoy est, par la suite, rattaché au « Groupe Insurrectionnel Matabiau ».

En 1947 il prend la responsabilité de la section Basket du TCMS affilié à la FSGT, le club cheminot né en 1926 de la fusion de l'Union Sportive des Cheminots du Midi et du Sport Olympien Marengo.

En 1950, Marcel s'oppose ardemment à la scission de la FSGT en Midi-Pyrénées. N'ayant pu l'empêcher, il contribue à la tenue d'un congrès qui permit la poursuite du mouvement. Marcel Montaubrie devient alors membre de la commission exécutive de la FSGT Midi et est élu en 1952 secrétaire général adjoint sous la présidence de Robert Baran, ancien capitaine du Stade Toulousain Rugby.

Association Sportive des Cheminots de Toulouse. Saison 1938-1939.
Avec le premier à gauche, Narcisse, secrétaire. Et Montaubrie, le dernier à droite *(Photo IHS Cheminot)*

Secrétaire général du Comité régional olympique Midi-Pyrénées depuis 1954, il en devient le président en 1977. Cette même année, membre du Conseil National de la FSGT, il est élu président du Comité Départemental FSGT tout en poursuivant ses activités au sein du TCMS, d'abord comme secrétaire général de l'omnisports de 1951 à 1954 puis président de la section Basket de 1964 à 1998.

En 1954 il représenta la FSGT à la première délégation invitée en URSS par les mouvements de jeunesse. Il adhère au PCF à l'issue de ce voyage. Sa passion du sport travailliste, le conduit à organiser de nombreux échanges sportifs internationaux, notamment avec la Tchécoslovaquie. Il s'investit alors dans l'Association d'amitié France-Tchécoslovaquie...
Marcel Montaubrie reste tout au long de sa vie un militant actif de la CGT.

De 1947 à 1976, il est élu délégué titulaire du personnel. Membre en 1948 du comité local des activités sociales de Toulouse, puis en 1950 membre de la commission Sports et Loisirs CGT qui le désigne comme représentant à l'Amicale sportive des cheminots du Sud-Ouest (ASCO). Il représente la CGT à la Commission centrale Sports et Loisirs des Services sociaux de l'époque.

Toute sa vie a été marquée, notamment au travers de son engagement pour le sport populaire, par des valeurs qui sont au cœur de son engagement pour le monde du travail. Homme de paix, notoirement antifasciste, anticolonialiste, et antiraciste, il œuvrait pour l'amitié entre les peuples et pour la défense des libertés...

En 2001, par l'intermédiaire de l'IHS CGT cheminots et sur proposition de la Ministre des Sports Marie Georges Buffet, Marcel Montaubrie est élevé au rang de Chevalier de la Légion d'Honneur, honorant ainsi ses qualités de militant au service du sport travailliste et du sport amateur.

Dès 2002, le TCMS obtient que le Gymnase de Surcouf porte désormais son nom.

Marcel décède le 11 octobre 2011 à Toulouse.

IHS Cheminot

1- Georges Malgouyres, lieutenant FTP dans la résistance, qui deviendra après la Libération secrétaire général du secteur CGT Cheminots de Toulouse.

Sports, culture, loisirs...
Des droits à développer pour toutes et tous

Depuis toujours, la CGT porte l'ambition de l'accès aux vacances pour tous, de l'accès aux sports, aux loisirs et à la culture, un droit au même titre que celui au travail, à la santé, à l'éducation, au logement…

Pour atteindre ces objectifs, la CGT s'est dotée d'outils : des associations de Tourisme Loisirs Culture. En Occitanie, il y en avait deux. L'une à Nîmes sur l'ex-région Languedoc-Roussillon et l'autre à Toulouse pour l'ex-région Midi-Pyrénées. Nous avons fusionné nos deux associations, en novembre 2022, pour créer « Tourisme Loisirs Culture Occitanie ».

Cette fusion s'est voulue ambitieuse, avec une volonté de pérenniser les deux associations, même si elles devenaient une, de remettre le cœur de métier, en créant une véritable plus-value autour des activités sociales et culturelles, au centre des préoccupations, et par ricochet se développer.

Aujourd'hui, les six salariées, sur nos deux sites, continuent à porter ces valeurs, alors que le constat est terrible. Cet été, ce sont un peu plus de neuf millions de Français, de tout âge, de toute catégorie socioprofessionnelle, qui ne sont pas partis en vacances !

Nous devons continuer à nous battre, peut-être plus encore, pour :

- valoriser le sport en tant que facteur de brassage des différentes populations;
- développer le droit aux vacances pour toutes et tous en accordant une attention toute particulière à celles et ceux qui, pour des raisons diverses, n'y ont pas accès, notamment pour des raisons de pouvoir d'achat, d'exclusion du monde du travail ou de handicap;
- que l'ensemble des salariés quels que soient le type d'entreprise et leur qualification, ne se trouvent pas exclus de ce droit, y compris dans les entreprises ou il n'y a pas de Comité d'Entreprise, comme pour les TPE et PME;
- le développement, le partage et l'accès de tous à la culture, tant celle qui s'élabore au travail que les œuvres du patrimoine, la création artistique et scientifique. La culture est un enjeu, un élément constitutif du développement humain, moteur de la transformation sociale.

Lionel Pastre
président de TLC Occitanie

Pour tous renseignements :

Site internet :
https://tlcoccitanie.com/

Contacts :

Individuels 04 66 67 29 20
..... accueil@tourismeloisirslr.com

Billetterie 05 61 29 83 29
..... contact@tlcmp.fr

Groupes 04 66 67 29 20
..... groupes@tourismeloisirslr.com

Les 40 ans de l'IRHS.

La CGT, le sport, les Jeux Olympiques

Pour fêter les 40 ans de l'Institut régional CGT d'histoire sociale, rendez-vous le 7 juin 2024 à la Bourse du Travail de Toulouse.

Au programme :

9 h 30 :
- Retour sur l'histoire de l'IRHS.
- Bilan et projets à venir de l'institut régional et des instituts en Midi-Pyrénées.

12 h 30 :
- Apéritif d'anniversaire et buffet

14 h 00 :

« La CGT, le sport et les Jeux Olympiques »

- Projection d'un documentaire.
- Intervention de Bernard Thibault, ancien secrétaire général de la CGT, coprésident du comité de suivi de la charte sociale des Jeux Olympiques de Paris.

16 h 00 : Table-ronde et discussion

« Sport, comme source d'émancipation, et progrès social peuvent-ils aller de pair ? »

Avec la participation de :
- Céline Machado, *membre de la direction fédérale de la FSGT, co-présidente du Comité départemental de Haute-Garonne.*
- Frédéric Moncassin, *Ancien champion cycliste et sélectionneur national de l'équipe de France de cyclisme sur route de 2004 à 2008*
- Bernard Thibault[1]

Il est souhaitable de confirmer votre présence par mail à l'adresse suivante : irhs.mp@orange.fr

1- Elu en 2014, au conseil d'administration de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), Bernard Thibault intègre le comité de candidature puis le comité d'organisation des JOP 2024 au titre de la représentation des syndicats français. Il est membre du conseil d'administration du Comité d'organisation des JOP de Paris 2024 et du conseil d'administration de la Solideo, en charge de la construction et de la livraison des sites olympiques.

2- L'ouvrage (Editions de l'Atelier) vendu au prix de 19 euros est disponible au siège du Comité régional CGT et de l'IRHS (commander par mail irhs.mp@orange.fr). Les droits d'auteur seront reversés au Secours Populaire pour l'accès des jeunes au sport.

Livre

Dans les coulisses des JO *« Mon engagement pour des Jeux socialement exemplaires »* Bernard Thibault

Portée par Bernard Thibault[1], la Charte sociale des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) de Paris 2024 tente de répondre aux grands défis sociaux et environnementaux que pose l'organisation d'un tel événement planétaire.

Après l'absurdité sociale et environnementale de l'attribution du mondial de football 2022 au Qatar et celle des Jeux asiatiques d'hiver à l'Arabie Saoudite en 2029… le sport peut-il se ressaisir? Comment sortir de l'impasse qui tue le sens même de la pratique sportive en la rendant complice des régressions sociales et environnementales?

C'est la question à laquelle veut répondre cette Charte sociale des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024. Aux antipodes d'un constat fataliste, ce livre[2] révèle comment peuvent être mis en place des engagements sociaux dans l'événement sportif mondial, comment ces engagements peuvent remettre en cause la tendance néolibérale à la fragilisation des conditions de travail et de rémunérations.

Puissantes ripostes unitaires aux émeutes fascistes de février 1934

Il y a 90 ans de cela, le 6 février 1934 à Paris, les ligues factieuses d'extrême droite et des associations d'anciens combattants tentent de prendre le Pouvoir par un coup de force. Ce soir là, une émeute est déclenchée à partir de la place de la Concorde à Paris dans le but de prendre d'assaut la Chambre des Députés. Immédiatement, plus de 25000 travailleurs parisiens s'opposent aux menées fascistes en manifestant sur les Champs-Elysées. Des heurts violents ont lieu jusque tard dans la nuit, mais le coup de force est mis en échec.

Ces graves menaces contre la démocratie et la République incitent les forces syndicales, progressistes et antifascistes à se rassembler et agir. La CGT-U et le Parti communiste appellent à manifester. Cinquante milles parisiens, auxquels se joignent des militants socialistes et des adhérents de la CGT. Cette dernière lance un appel à la grève la grève générale antifascistes pour le 12 février ». La CGT U s'y associe et lance un appel parallèle. Le Parti Communiste et le Parti Socialiste soutiennent le mouvement.

La grève générale du 12 février connaît alors un succès considérable. A Paris mais aussi dans de nombreuses villes de France. Imprévisible quelques jours plus tôt, les manifestations, au départ séparées, se regroupent pour former un impressionnant mouvement réuni aux cris d'« Unité d'action » et « le fascisme ne passera pas ».

Cette unité syndicale et populaire construite dans les mobilisations sociales et politiques sera le prélude à la réunification syndicale de 1936 et à la victoire du Front populaire.

Rapide tour d'horizon des puissantes mobilisations antifascistes dans quelques villes de Midi-Pyrénées.

Toulouse : violents affrontements le 18 juin

Preuve que l'offensive fasciste était coordonnée dans tout le pays, le 6 février au soir à Toulouse, quelques 6 à 700 « ligueurs » d'Action Française et des « Jeunesses Patriotes » défilent rue d'Alsace et rue de Metz en direction de la Préfecture. Suite à un mot d'ordre, c'est dans la fièvre que des centaines de travailleurs se rassemblent en masse rue d'Alsace à hauteur du Hall de La Dépêche où les nouvelles qui arrivent minute par minute sont largement commentées.
L'UD-CGT appelle à une grande manifestation place du Capitole pour le 8 février. Les syndicats de la CGT-U, le Parti Socialiste SFIO, le Parti Communiste appellent tous les travailleurs à se rendre sur les mêmes lieux et à la même heure. Quinze à vingt milles manifestants envahissent la place sous la banderole unique : « *Pour la liberté - Pour la démocratie - contre la dictature* » et aux cris de « *A bas le fascisme* » [...]
Quatre jours après, c'est la grève générale du 12 février lancée dans toute la France. Dès 7 heures du matin, les ouvriers de la périphérie et des faubourgs se rendent à pied ou à bicyclette à la Bourse du Travail. Tous les tramways sont arrêtés. Tous les magasins fermés, les ateliers déserts, les cafés du centre tristement vides, laissant peser un lourd climat sur la ville. Place du Capitole et aux alentours, à 10 heures du matin, les manifestants sont au moins 50000. Les derniers manifestants quittent à peine la place du Capitole que les premiers partis se trouvent déjà à la « Halle aux Grains ». Toute la Place Dupuy est envahie jusqu'au Monument aux Morts.
Au meeting, Julien Forgues de l'UD-CGT prononce un vibrant discours antifasciste et salue : « *la riposte magnifique des masses qui, à Paris comme à Toulouse, a repoussé l 'assaut fasciste le 6 février* ». Marcel Bergé de la CGT-U harangue les manifestants. Il se félicite de l'unité réalisée en cette journée et appelle à sa poursuite et à sa consolidation.

Contre toute attente, c'est le 18 juin 1934 que le sommet de la mobilisation et de la violence fut atteint à Toulouse. Ce jour-là, les chefs nationaux des « Jeunesses Patriotes » Taittinger, et Scapini, « eurent la mauvaise idée », selon le cheminot André Seguy, le père de Georges, de tenir une réunion privée suivie d'un grand banquet au « Grand Hôtel » rue de Metz. L'UD-CGT comme l'Union Locale CGT U considèrent cette tentative comme une provocation. Le Parti Communiste avait avertit : « *aucun lieu ne doit être accessible aux bandes fascistes pour parader. Aucune réunion sans que jaillisse une vigoureuse contre-manifestation...* » Les syndicats de la CGT-U lancent un appel à l'UD-CGT afin d'organiser une manifestation commune devant le Grand Hôtel.
Le 18 juin, plusieurs centaines de manifestants, syndicalistes CGT-U, communistes et anarcho-syndicalistes se massent rue de Metz, tout au long du trottoir opposé au Grand Hôtel en

Une du journal l'Humanité daté du 13 février 1934. *(Source. Bibliothèque Nationale de France. Recherche par Gallica).*

31e ANNÉE N° 12.844 — MARDI 13 FÉVRIER 1934 — DEUX ÉDITIONS

LE NUMÉRO : 30 CENTIMES

l'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE (S.F.I.C.)

FONDATEUR : Jean JAURES — 138, rue Montmartre, PARIS-2e — DIRECTEUR : Marcel CACHIN

Les cheminots de La Villette ont fait une collecte pour les soldats qui occupaient la gare.

Les téléphonistes de Paris-Inter ravitaillent les soldats campés dans leurs bureaux.

Ça aussi, c'est le front unique!

L'unité d'action arrêtera le fascisme

150.000 TRAVAILLEURS COURS DE VINCENNES

UNE GRÈVE GÉNÉRALE SANS PRÉCÉDENT

Dans la région parisienne, ni autobus, ni trams, ni postes. Usines et chantiers déserts, boutiques fermées

Partout en France, arrêt du travail. Des centaines de milliers de travailleurs de toutes tendances unis dans la rue

L'ajusteur Tailler a été tué à Boulogne. — Trois blessés de vendredi soir sont morts

POURQUOI CHIAPPE N'EST-IL PAS ENCORE ARRÊTÉ ?

Après VINCENT PEREZ, membre du Parti communiste, mortellement blessé devant la gare de l'Est, trois prolétaires viennent encore de mourir, tous tués par les balles de la police parisienne;

MAURICE BUREAU, membre du comité de lutte de La Courneuve;

ERNEST SCHARBACH, sympathisant communiste de Bagnolet;

LOUIS LAUCHIN, du syndicat confédéré des terrassiers.

Ils sont tombés tous les quatre pour que notre classe ne subisse pas les horreurs et les tortures effroyables des prolétaires d'Allemagne et d'Italie.

La seule façon de les honorer est de redoubler d'effort[…] coude à coude, dans un front unique indissoluble d[…] se, pour écraser la montée fasciste, en imposa[…]

LA DEMISSION IMMEDIATE DU […] TERE DE FASCISATION […] MERGUE-LAVAL.

LE […]

A travers Paris — A La Villette

Une partie de l'imposante manifestation

scandant des mots d'ordre antifascistes. Ils sont rejoints par le cortège imposant de la CGT, de la SFIO et des Radicaux. Un seul mot d'ordre va jaillir, avec une puissance émouvante : « Le fascisme ne passera pas ». Les salons, les couloirs, le hall de réception de l'hôtel, étaient bourrés de gardes mobiles qui, crosses en l'air, se précipitent en flots serrés sur les manifestants et commencent à matraquer sauvagement. […]

Pendant six heures, des milliers de manifestants tiennent tête à la police .[…] Tout le centre ville - *rue de Metz, rue d'Alsace, place Jeanne d'Arc, quartier Saint-Georges* - est le théâtre d'échauffourées et de véritables combats de rue. Les rails du tramway sont en partie arrachés rue d'Alsace et rue de Metz. A 8 heures du soir, la place Saint-Georges est dépavée et des barricades sont érigées et tenues par les travailleurs du bâtiment et de la métallurgie. Les gardes mobiles à cheval, tenus en réserve à la Préfecture, se dirigent place Esquirol. Sur ordre, ils foncent sur les terrasses des cafés placées sur les trottoirs où se sont réfugiés des manifestants, et sabrent tout le monde. Tables et chaises volent sur la chaussée.

Les manifestants répliquent en jetant des billes de plomb sous les sabots des chevaux qui glissent et viennent s'empaler sur les pavés entassés de la rue d'Alsace. Toutes les grilles qui ceinturaient les jardins du musée des Augustins, du jardin du Donjon du Capitole jusqu'au rond-point de la place Wilson, sont arrachées pour renforcer les barricades. Au Monument aux Morts, des bidons de 200 litres de fuel placés sur un camion sont jetés sur la chaussée. Mis à feu, le combustible brûla toute la nuit.

Finalement, Taittinger et Scapini purent, avec la complicité de la police, s'enfuir camouflés dans une ambulance de la Croix Rouge. Du côté des manifestants, il y eut un mort (un garçon de café) et plusieurs dizaines de blessés. On en dénombra une centaine du côté des Gardes Mobiles. Les partis politiques de la gauche dénoncèrent le rôle du Préfet qui avait organisé l'agression contre une manifestation pacifique.

Signe des temps, tous, avec des termes différents, se félicitent de l'unité qui se réalisa dans la rue. « La voix des Travailleurs » écrivit *« séparés au départ, nous firent front et remportèrent ensemble la partie ».*

Pierre Baghi
Extrait de l'ouvrage « L'histoire du mouvement ouvrier en Haute-Garonne » (VO Editions. 1995)

Tarbes : les revendications sociales aussi

A Tarbes, une première réunion se déroule au soir du 8 février 1934 pour préparer la riposte face aux *« agissements de l'Action française et du parti réactionnaire pour la défense de la liberté et du droit ».* Cent dix militants environ se rassemblent à la Bourse du Travail avec des représentants de la LDH et des partis de gauche. Il s'agit de s'associer au mot d'ordre de grève générale du 12 février. Au cours de cette réunion trois initiatives sont prises : la tenue d'un meeting pour le 11 février à 10 h 00 à la Bourse du

Suite →

87 ans plus tard. Lors de la manifestation du 12 juin 2021 à Toulouse *(Photo UD CGT 31)*

Travail de Tarbes; l'organisation d'une contre-manifestation pour le samedi 10 février prévue dans l'éventualité d'une manifestation du groupe local de l'Action française, qui toutefois n'aura pas lieu; l'invitation pour s'associer aux manifestations des dirigeants de l'U. D des confédérés à la CGT-U qui l'accepte sans délai, afin d'affirmer « *la solidarité complète des syndicats unitaires avec les autres groupements décidés à lutter par tous les moyens contre le fascisme montant* ».

A l'issue du meeting du 11 février à Tarbes, deux résolutions sont adoptées à l'unanimité. Dans la première, les « citoyens tarbais » se déclarent « *résolus à défendre par tous les moyens les libertés publiques mises en péril par les émeutiers fascistes* [...] *et condamnent sévèrement la capitulation de Edouard Daladier* ». [...] Il est exigé que les groupements fascistes soient désarmés, dissous et leurs meneurs arrêtés. Les revendications sociales ne sont pas absentes de cette résolution notamment « *contre tout abaissement des salaires et des traitements* », pour le « *rétablissement de la semaine de quarante heures* » et « *la réalisation d'un désarmement attendu en vain depuis longtemps* ». La deuxième motion insiste dans le combat engagé « *pour barrer la route au fascisme* ».

A l'issue du meeting une manifestation réunit deux mille participants présageant le succès de la grève générale du lendemain. Le 12 février, plus de 3 500 participants manifestent dans les rues de Tarbes.

Les directions des Unions de syndicats unitaires et confédérés se félicitent de ces mobilisations qui se soldent « *par une magnifique affirmation d'unité d'action* ».

La future formation d'un comité antifasciste des Hautes-Pyrénées s'inscrit dans le prolongement de ces deux grandes journées unitaires de février 1934.

Jean-Luc Ambrosini
IDHS CGT des Hautes-Pyrénées.

Tarn-et-Garonne : des postiers, aux cheminots, instituteurs et métallos en grève massive

Le 8 février à Montauban, à l'initiative de l'UD CGT, un comité de défense républicaine est constitué et rassemble la SFIO, le Pcf, la ligue des droits de l'Homme et les deux CGT (Confédérés et Unitaires). Le parti radical refuse de s'y joindre pour ne pas se mêler aux communistes. Le 11 février, un immense meeting se tient à la maison du peuple pour préparer la grève du lendemain. A l'issue de ce meeting, 3 000 personnes convergent vers la préfecture pour remettre un « ordre du jour » dénonçant « *les tentatives du fascisme* » et affirmant la volonté de « défendre par tous les moyens et au besoin par la force les libertés républicaines et prolétariennes ».

Lors de la journée de grève du 12 février, la CGT estime que près de 80 % des salariés répondent au mot d'ordre. Les arrêts de travail concernent essentiellement les PTT, les cheminots, les instituteurs. Dans le privé on retrouve les ouvriers du bâtiment et les métallos (600 dans les rues de Castelsarrasin) mais aussi les ouvriers fabricants de balais de Grisolles. Des manifestations ont également lieu à Montaigu-de-Quercy, Dunes... Cette lutte contre les factions d'extrême droite va se poursuivre, mais connaîtra un drame le 3 juin 1935 lors d'une réunion des Croix de feu à Moissac qui prend à parti des curieux: un salarié, André Cayla, mortellement agressé, décède à la suite de cette altercation.

Jean Saltarel
IDHS Tarn-et-Garonne Montauban

Enquête d'archives sur les luttes du textile dans le Tarn

Quand la recherche d'un document d'histoire sociale débouche sur un véritable trésor concernant les usines Barthès et Bourguet

Des archives forts utiles à classer et protéger. *(Photo ITHS)*

L'Institut Tarnais d'Histoire Sociale a entrepris un travail sur la fin de l'industrie textile à Labastide-Rouairoux de 1965 à 1982. En plein essor on dénombrait en 1954 sur cette commune, 21 usines importantes. Il ne reste aujourd'hui qu'une seule entreprise spécialisée dans le textile médical.
Nous possédons maintenant dans nos archives des documents relatifs à deux conflits sociaux majeurs des années 70-80, ceux aux usines Barthès et Bourguet.

Un fascicule intitulé : « Avec les tisserands de Labastide-Rouairoux »

Ce fascicule présente une synthèse/ analyse historique des conflits des usines Barthès et Bourguet. Joachim Palacin, ancien membre de l'ITHS, qui l'a rédigé évoque notamment des cahiers d'archives consignés par Joël Vidal.

Deux denses et riches cahiers consignés par Jean Ortiz

Ces cahiers relatent au jour le jour la lutte aux établissements Barthès. Allant de septembre 1969 à fin avril 1970 , ils regroupent des tracts, des affiches, des photos, des comptes rendus de réunions, des analyses...
Jean Ortiz, né à Labastide-Rouairoux, était à cette époque un jeune militant politique et syndicaliste. Par la suite, il fut journaliste à « l'Humanité » et à la revue altermondialiste « Mémoire des luttes », puis maître de conférences à l'université de Pau, et toujours engagé politiquement et syndicalement.

Afin de retrouver ces cahiers, nous nous sommes rendus au musée départemental du textile à Labastide-Rouairoux en compagnie de Roger Rouanet, 94 ans, qui fut secrétaire CGT des établissements Barthès avant d'occuper les responsabilités de secrétaire CGT de l'UD du Tarn au moment de l'affaire Bourguet (voir Repères n° 69). Roger nous précise que Joël Vidal aujourd'hui décédé était le fils de Roger Vidal, secrétaire CGT des établissements Bourguet. On apprend que Joël Vidal, alors âgé de 19 ans, a suivi la lutte en compagnie de son père. Roger qui ne sait pas ce que sont devenus ces cahiers nous conseille d'interroger sa fille, Christine Rouanet.
L'équipe du musée ne connaît pas l'existence de ces cahiers, mais elle partage avec l'ITHS des témoignages audio recueillis auprès d'intervenants dans le conflit Bourguet
Christine Rouanet poursuit l'enquête en interrogeant des militants historiques du bassin textile. Un militant communiste de la Vallée du Thoré l'informe que Jean Ortiz avait emprunté ces cahiers pour écrire son livre « Rouges vies : Mémoire(s) ». Par connaissance interposée, nous récupérons les coordonnées de Marielle, la compagne de Jean Ortiz, décédé l'an passé.
J'ai alors pu contacter Marielle et lui rendre visite à Pau où elle nous a confié les précieux documents. Soucieuse de la bonne conservation de ces cahiers, elle fut rassurée de savoir ces archives entre de bonnes mains au sein de l'ITHS. Je lui ai remis une copie numérisée des deux cahiers « Barthès » créés par Jean Ortiz, geste fort apprécié.
Les cahiers « Bourguet » consignés au jour le jour par Joël Vidal constituent un véritable trésor : cinq tomes, comportant chacun plus de 200 pages, s'étalant de février 1974 à décembre 1978. Ils regroupent des articles, des tracts, des photos, des comptes rendus de réunions, des analyses...
Nous les avons confiés au musée du textile de Labastide-Rouairoux qui après les avoir numérisés pour conservation dans son fonds, nous les a rendus accompagné d'une copie numérique.

Christian Zullo

Activités et archives au menu de l'AG 2024

L'Assemblée générale annuelle de l'Institut Régional CGT d'Histoire Sociale en Midi-Pyrénées s'est tenue le 30 janvier 2024 à Toulouse. Elle a procédé à l'élection de son conseil d'administration.

Une trentaine de militant(e)s a participé aux travaux. Sur les huit départements de Midi-Pyrénées, seul l'Aveyron, excusé, n'avait pu faire acte de présence. L'assemblée a débuté par le rapport d'activité 2023 présenté par le Philippe Leclerc, président de l'IRHS. Il a relaté la situation actuelle marquée par les manifestations des agriculteurs, les luttes sociales, mais aussi par l'influence grandissante de l'extrême droite. Un enjeu d'autant plus utile à rappeler en raison de la poussée « de la peste brune » en France et en Europe mais aussi d'un rappel historique, celui du 6 février 1934 lorsque les ligues fascistes tentaient de renverser l'Assemblée Nationale Française (lire pages 10, 11 et 12).

La discussion des délégués s'est ensuite poursuivie sur l'activité des instituts d'histoire et sur le travail d'archives. Depuis la disparition du secrétaire aux archives dans les directions syndicales et le développement du numérique, ce travail d'archivage est devenu plus difficile. Les archives conservées deviennent rares. Un exemple est cité, celui des pompiers de Tarbes, où seuls deux cartons de documents subsistent sur une centaine d'années d'existence. Le rôle et les activités des IHS doivent être mieux connus des salariés actifs et des syndicalistes CGT afin de les sensibiliser au travail de mémoire. Il serait fort utile et judicieux de les impliquer plus dans les décisions, dans les projets d'activités telles que « Cinéma/Travail », dans la formation aux archives. L'expertise, et la documentation des IHS peuvent être utilisées dans les stages syndicaux.
Après le bilan d'activité, celui concernant les finances a été adopté à l'unanimité.

Un stage sur les archives numériques, ouvert à tous, se tiendra le 26 avril 2024 à Toulouse (lire ci-contre). La journée s'est prolongée par la projection du film « Une histoire du CNR » réalisé à partir des archives de Louis Saillant dernier président du CNR.

Enfin, les délégués ont élu les membres du Conseil d'administration de l'IRHS Midi-Pyrénées. A savoir :

Bascou Richard
Beaudoin Boris
Belaval Jean-Henri
Biard Maurice
Boscus Alain
Calvanus Roselyne
Cassé Armand
Delzons Florence
Leclerc Philippe
Margras Bernard
Milhau Michel
Pastre Lionel
Ransan Frédéric
Raynal Alain
Rouyer Patrick
Saltarel Jean
Veirier Gerald
Zullo Christian.

Dates à retenir

Toulouse. Vendredi 26 avril 2024

Journée de formation sur les archives numériques

De 9h30 à 16h00
à la Bourse du travail de Toulouse.

Aujourd'hui plus de 70 % de nos organisations utilisent le numérique. La pérennité des systèmes informatiques, des formats et supports divers, est loin d'être assurée. Bien constituer ses dossiers en respectant les règles communes de nommage et de classement permet ensuite de faciliter les recherches et d'éliminer les documents non essentiels.
Mais souvent nos archives restent sur nos portables personnels, comment les regrouper et qui s'en charge, comment retrouver les dossiers qui nous serviront pour notre activité syndicale et parfois pour nos démarches juridiques ? Pourquoi et comment collecter, classer, conserver, communiquer nos archives syndicales.
Les archives papiers et aujourd'hui, toujours plus numériques (tracts, déclarations, affiches, photos, compte rendu de réunion, mails, messages sur les réseaux sociaux, pages de site internet) sont le fruit de notre activité syndicale et constituent un patrimoine commun dont la responsabilité est collective. Il est de notre devoir de transmettre aux futures générations. Or, les conditions d'un bon archivage numérique restent encore trop méconnues.
C'est pourquoi, le Comité Régional CGT Occitanie, l'IHS national et l'IRHS CGT Midi Pyrénées vous propose cette journée de formation aux archives numériques. Rafaël Martinez, archiviste à l'IHS national animera cette journée.
Important : Cette formation s'adresse aux responsables et militants-e-s des organisations CGT.

S'inscrire par courriel :
irhs.mp@orange.fr

Nos agences en Midi-Pyrénées

Albi
105, bd Soult 81000 Albi
Tél. 05 63 49 17 37

Auch
21, avenue d'Alsace 32000 Auch
Tél. 05 62 62 38 46

Bagnères-de-Bigorre
rue Blanche-Odin
65200 Bagnères-de-Bigorre
Tél. 05 62 95 48 98

Castres
21, place Soult
81100 Castres
Tél. 05 63 35 70 27

Colomiers
10, passage du Ségala
31770 Colomiers
Tél. 05 34 55 30 45

Pamiers
21, rue d e la République 09100 Pamiers
Tél. 05 61 68 77 67

Tarbes
8, avenue de la Marne 65000 Tarbes
Tél. 05 62 93 52 33

Toulouse
Pont des Minimes (métro : canal du Midi)
Siège Social - 70, bd Matabiau BP 7051
31069 Toulouse Cedex 7
Tél. 05 62 73 33 40

Centre-ville (métro : Jeanne d'Arc)
56-58, rue Matabiau - 31000 Toulouse
Tél. 05 34 66 60 20